

Terres Mouvantes

Le Bénin passe le pouvoir, l'AES entre dans la salle



Romuald Wadagni hérite de Talon et tend la main à l'AES. Entre voisins, la géographie est plus têtue que les rancunes.

Romuald Wadagni hérite de Patrice Talon, pas d'une rupture.

COTONOU · PASSATION · 24 MAI 2026

Une banalité devenue événement

Dimanche 24 mai, à Cotonou, Patrice Talon a fait ce que peu de chefs d'État acceptent encore de faire chez nous : il a rendu le pouvoir. Après deux mandats, il a passé la main à Romuald Wadagni, élu en avril.

Sur le papier, c'est banal. Un président finit, un autre prête serment, les institutions tiennent. En Afrique de l'Ouest, cette banalité est devenue un événement. Pendant qu'un voisin s'accroche à un mandat de trop et qu'un autre dirige depuis 1982, le Bénin, lui, tourne la page sans drame. Cela mérite d'être dit avant tout le reste.

Mais en regardant de plus près, on constate que Talon ne remet pas le pouvoir à un adversaire qui l'a battu. Il le remet à son héritier politique. Wadagni n'a pas conquis le système Talon. Il en sort.

CONTINUITÉ · SCORE · HÉRITAGE

Talon part, son système reste

Wadagni arrive avec 94,05 % des voix, selon les résultats provisoires de la commission électorale ; son adversaire, l'opposant modéré Paul Hounkpè, recueille 5,95 % et reconnaît sa défaite. Un tel score ne raconte pas une conquête du peuple. Il raconte une transmission préparée.

Le Bénin se distingue, sans se raconter d'histoire.

TERRES MOUVANTES

Wadagni n'est pas venu contre Talon. Il est venu par Talon. Ancien ministre des Finances, visage du sérieux budgétaire béninois, il a tenu les comptes des deux mandats. Plusieurs médias l'appellent le dauphin du sortant, et le mot est juste. Il n'y a pas eu de bataille d'idées, pas de campagne disputée, pas de suspense. L'alternance est réelle au sommet ; la compétition, elle, l'était beaucoup moins.

C'est cette nuance qui rend le moment intéressant. Le Bénin donne une leçon régionale de limitation du pouvoir, mais quand on commence à regarder en détail, les failles se font visibles.

BILAN · COTONOU · EXÉCUTION

Talon le bilan, à froid

Si on regarde le Bénin de Talon sans passion, on ne peut pas lui retirer ce qui a été fait.

Il faut aller à Cotonou pour le voir. Ceux qui ont connu la ville d'avant le disent : routes, éclairage, espaces publics, chantiers. Le changement n'est pas dans les communiqués, il est dans le corps de la ville. Prenez la pluie. Dans beaucoup de nos capitales, la première grande averse reste une humiliation annuelle : les rues disparaissent, les quartiers se remplissent d'eau, comme si l'inondation était une fatalité africaine. À Cotonou, le Programme d'assainissement pluvial a déroulé 146 km de collecteurs et de bassins de rétention en trois ans. Le gouvernement y voit presque la moitié de tout ce qui avait été réalisé depuis 1960. L'ambition affichée : sortir durablement la ville de l'inondation. Les premiers quartiers livrés ne sont plus sous l'eau. La Banque mondiale, qui cofinance avec un consortium de bailleurs, compte plus de 168 000 habitants directement concernés.

Ce n'est pas un miracle. C'est de la planification, de l'argent mis sur la table, des chantiers suivis. La leçon est simple, et elle vaut pour toute la région : beaucoup de nos problèmes ne sont pas des malédictions, seulement des problèmes d'organisation qui attendent qu'on les traite.

Même logique côté industrie. À Glo-Djigbé, la zone portée par l'État et son partenaire Arise transforme désormais une partie du coton sur place au lieu de l'exporter brut. Le Bénin se dispute chaque année au Mali le rang de premier producteur de coton du continent, et en est devenu le champion de la transformation. Talon est arrivé en homme d'affaires, voulant un État qui exécute, et sur ce terrain il a imposé son rythme.

Un rythme, devenu parfois une marche forcée.

TERRES MOUVANTES

LIBERTÉS · OPPOSITION · DÉMOCRATIE

L'entache : la liberté rétrécie

C'est l'autre moitié du bilan, et elle est lourde. Le mandat Talon, c'est aussi une opposition réduite, une justice politique contestée, des scrutins sans vraie incertitude.

Reckya Madougou et Joël Aïvo en sont les visages. L'une condamnée à vingt ans, l'autre à dix, dans des dossiers que leurs soutiens dénoncent comme politiques. Le pouvoir refuse le terme de prisonniers politiques ; Talon a écarté toute grâce avant son départ. On peut reconnaître les drains de Cotonou et refuser les barreaux : il n'y a là aucune contradiction.

Et c'est précisément ici que le Bénin éclaire un débat plus large. La question que pose le talonisme traverse toute la région : combien de liberté politique un État accepte-t-il de réduire au nom de l'efficacité ? Cette question ne concerne pas seulement le Bénin. Au Burkina, Ibrahim Traoré l'a tranchée sans détour en avril, à la radio-télévision d'État : « la démocratie, ce n'est pas pour nous. » Talon ne parle pas comme cela, le vocabulaire est différent, il parle de réforme et de modernisation. Mais l'argument de fond se ressemble plus qu'on n'aime l'admettre : d'abord l'ordre, le développement, la sécurité ; la compétition politique ensuite.

Au fond, ce n'était donc pas tant la manière de gouverner qui séparait le Bénin de l'AES ces dernières années.

WADAGNI · CONTINUITÉ · SORTIE DE CRISE

Wadagni rupture ou continuité

Pas de suspense sur la suite : Wadagni se projette dans la continuité de Talon, dont il a accompagné tous les grands choix. Il ne promet pas de rompre. Il promet de tenir le livre ouvert à la même page, d'une autre main.

Cette continuité rassure les bailleurs, les marchés, l'administration. Elle a aussi une vertu que personne n'avait prévue : un visage neuf permet à Cotonou de changer de ton avec ses voisins sans donner l'impression de reculer.

AES · NIGER · SIGNAL POLITIQUE

L'AES entre dans la salle

Si le Bénin de Talon a lui aussi mis la discipline au-dessus d'une démocratie pleinement ouverte, alors qu'est-ce qui l'a vraiment séparé de l'AES ?

Pas seulement la méthode de gouvernement.

La vraie rupture était ailleurs : dans l'alignement régional après le coup d'État au Niger, dans la CEDEAO, dans le rapport à la France, dans l'orgueil des dirigeants, dans les accusations de déstabilisation, dans la frontière fermée, dans le pétrole bloqué.

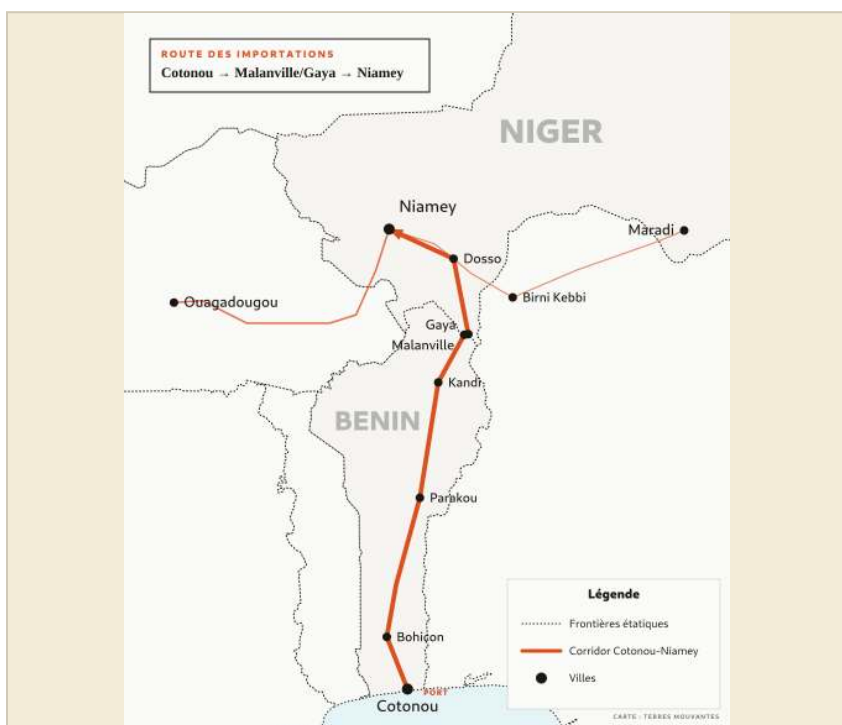
L'arrivée au pouvoir de Wadagni promet une nouvelle politique en matière de partenariats et de relations avec l'AES. Lors de son investiture, les trois pays sont au rendez-vous et c'est avec le Niger que se joue le signal le plus fort de cette investiture.

Le Niger n'a pas envoyé un figurant à Cotonou. Il a envoyé son Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine, accompagné de son ministre de l'Intérieur. Le Mali et le Burkina ont dépêché leurs chefs de la diplomatie. Quand on connaît l'état des relations entre Cotonou et Niamey, au plus bas en janvier encore, avec des diplomates expulsés de part et d'autre, ce déplacement n'est pas un détail de protocole. C'est une décision politique. L'AES pouvait refuser. Elle a choisi de venir, et leur poignée de main, devant les caméras, s'est prolongée bien au-delà des quelques secondes d'usage. « C'est une nouvelle voie qui s'ouvre », a dit Zeine. La main, ici, est tendue des deux côtés.

CARTE · PORT · CORRIDOR

La géographie est plus têtue que les rancunes

Et cette main, la carte l'expliquait déjà. Le Niger est enclavé ; le Bénin lui ouvre la mer. Le port de Cotonou faisait transiter, avant la fermeture de la frontière en 2023, environ 80 % des importations nigériennes, et l'oléoduc d'Agadem court sur près de 2 000 km jusqu'au terminal béninois de Sèmè. Quand la brouille a tout figé, frontière fermée, chargement de brut bloqué, vannes coupées, ce ne sont pas les palais qui ont d'abord payé. Ce sont les commerçants, les transporteurs, les familles devant des rayons vides et des prix qui montent, des deux côtés de la frontière. Une dispute entre ces deux pays n'arrange ni l'un ni l'autre.



NORD BÉNIN · SÉCURITÉ · VOISINAGE

La frontière ne demande pas de visa

À cela s'ajoute une menace que le nord du Bénin connaît désormais de près. En avril 2025, une attaque du JNIM, affilié à al-Qaïda, a tué 54 soldats béninois dans l'Alibori ; une autre, en mars 2026, en a tué quinze. Le Bénin affronte aujourd'hui, à sa frontière, ce que l'AES combat depuis plus de dix ans. Cotonou peut avoir des désaccords profonds avec l'AES. Mais le terrain pose une question plus simple : avec qui sécuriser une frontière quand le voisin d'en face est précisément celui avec qui l'on ne parle plus ?

La coopération avec Niamey, Ouagadougou et Bamako n'est pas une adhésion idéologique. C'est une nécessité géographique. Difficile d'imaginer meilleur partenaire pour tenir cette ligne que les voisins qui la tiennent déjà. Coopérer est donc une nécessité de terrain.

Reste, bien sûr, le contentieux qui empoisonne tout : Niamey accuse le Bénin d'abriter des bases françaises tournées contre le Sahel. Cotonou dément : une source officielle affirme que le pays « n'a jamais accueilli de base militaire étrangère depuis 1960 ». C'est ce nœud-là qu'il faudra dénouer. Mais le pétrole donne une raison d'essayer : six jours avant l'investiture, le Niger a réglé ses propres comptes avec l'opérateur chinois du pipeline. Le dossier bouge.

REGARD D'ICI · UNITÉ · SUITE

Le regard d'ici

Il faut se méfier des grands mots. « Peuples frères », « unité africaine », « coopération régionale » : ces formules ont trop servi à couvrir des calculs de pouvoir. Mais il ne faut pas non plus abandonner l'idée qu'elles contiennent.

À Terres Mouvantes, comme beaucoup de gens de la région, nous regardons tout cela comme un bon signe.

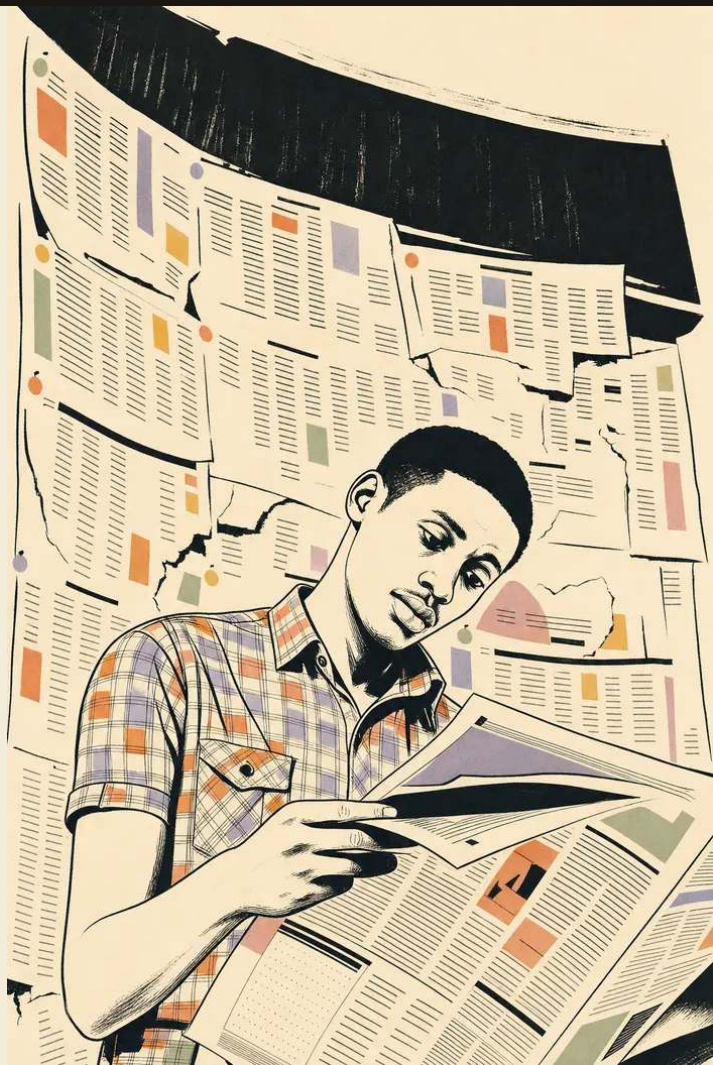
TERRES MOUVANTES

Pas par naïveté. Nous voyons le score à 94 %, les barreaux de Madougou et d'Aïvo, la frontière toujours fermée. Rien n'est réglé. Mais entre peuples frères, les désaccords doivent finir autour d'une table, pas dans un bras de fer où chacun affame l'autre pour avoir raison.

Ce qu'il faudra surveiller est concret : la frontière de Malanville rouvre-t-elle au commerce ? Les accusations sur les bases baissent-elles d'un ton ? Une coordination revient-elle dans le nord ? La réponse à ces questions dira si la poignée de main de Cotonou valait une politique, ou seulement une photo.

Mais ce jour-là, à Cotonou, un président est parti et un voisin fâché est venu quand même. Dans cette région, et par les temps qui courent, ce n'est pas rien. L'unité ne se déchète pas. Elle commence par se présenter à l'heure.

L'information, c'est le pouvoir.



TERRES MOUVANTES

Le journal vous arrive directement sur WhatsApp, toutes les deux semaines, gratuit.

Rejoindre le canal WhatsApp →